

ENTRETIEN AVEC SALAH GOUDJIL

FLN : pas de place

Le coordinateur national du Mouvement de redressement se dit plus déterminé que jamais à défendre son parti.

Dans cet entretien, Salah Goudjil revient, avec force détails, sur les causes du conflit qui oppose les néo-redresseurs au secrétaire général du Front de libération nationale et à ses partisans.

La démarche «zaïmiste» et «capitaliste» imposée par Abdelaziz

Belkhadem est, selon lui, totalement contraire aux principes fondateurs du FLN. A court terme, il craint que la division actuelle ne soit fatale au parti.

Le risque d'une cuisante défaite, lors des prochaines élections législatives et locales, se profilent à l'horizon.

Pour éviter une telle situation, le Mouvement de redressement reste engagé dans une «démarche de dialogue» avec la partie adverse.

En signe de bonne volonté, la coordination qu'il préside a accepté l'action de médiation

menée par un «comité des sages», un groupe d'anciens responsables du parti «respectables et respectés».

Percutant et serein, Salah Goudjil estime que le Front de libération nationale est un parti d'avenir, une formation qui arrimera «l'Algérie à l'âge démocratique».

A condition, insiste-t-il, qu'il soit placé entre des «mains responsables et légitimes».

Entretien réalisé par Hani Mostghanemi

Le Soir d'Algérie : Avec en arrière-fond la crise interne du FLN, quelle lecture faites-vous des résultats du renouvellement par l'Assemblée populaire nationale de ses structures internes ?

Salah Goudjil : L'APN vient, en effet, de procéder, tout récemment, au renouvellement de ses instances dirigeantes, vice-présidence et bureaux de commissions. Il en est résulté quelques surprises pour le FLN. Première surprise, des députés, hier encore indépendants et qui n'ont rallié le parti que tardivement, se sont présentés aux élections organisées au sein de l'APN et ont été élus.

Des députés membres éminents du bureau politique et du comité central, par contre, ne l'ont pas été. Deuxième surprise, le FLN a récupéré les postes de vice-président de l'APN et de président de la commission de la culture et de l'information qui revenaient de droit à un autre parti. Lequel parti avait décidé de geler sa participation aux travaux de l'APN.

Cette récupération sans gloire contrevient aux traditions de notre parti. Il n'y a aucun honneur à tirer, quelques mois avant la fin de l'actuelle législature, de ce trophée de gloire virtuel. D'autant que les anciens titulaires des postes convoités n'ont pas démissionné de leur mandat. Ces deux surprises, ce sont des surprises, devraient interpeller l'attention du secrétaire général du FLN. Nous avons, là, la preuve matérielle qu'il existe une perte de légitimité interne au sein du FLN aggravée par une déficience au plan de l'éthique.

Le différend qui vous oppose à la direction du FLN repose sur un conflit d'idées ou sur une volonté de s'appropriation des postes de responsabilité au sein des hautes instances du parti ?

La réponse magistrale vous est apportée par cet épisode du renouvellement des structures élues au sein de l'APN. Cette course effrénée derrière les postes de responsabilité à laquelle se livre l'actuelle direction du FLN risque de porter un coup fatal au parti. Ce qui intéresse le mouvement de redressement au sein du FLN, rassurez-vous, c'est le respect des statuts du parti.

C'est le retour à la saine pratique du militantisme et à un exercice démocratique des responsabilités. Voilà le nœud de la crise qui sévit au sein du FLN. Le problème c'est, de manière fondamentale, la perte de légitimité des structures issues du IX^e congrès du FLN. Le différend qui nous oppose à l'actuelle direction du parti ne porte pas donc sur un problème de positionnement par rapport à l'exercice des responsabilités, il porte sur le respect des statuts du parti avec le retour à la légitimité des instances du FLN.

Mis à part cette dimension organique, quels sont les autres points de divergence ?

La crise qui affecte le FLN est multidimensionnelle. C'est, d'abord, une crise organique qui affecte la légitimité des instances dirigeantes du parti.

C'est, ensuite, une crise de valeurs qui se caractérise par l'altération du socle idéologique sur lequel s'appuie le FLN.

C'est, enfin, une crise identitaire. Permettez-moi, cependant, d'insister sur l'absence de légitimité au niveau des instances supérieures du FLN, en particulier le comité central.

Sur la base de l'appartenance familiale ou courtisane et, parfois, sur la base de la surface financière, certains membres du comité central ont été cooptés sans remplir les critères statutaires, à commencer par celui de l'ancienneté au sein du FLN.

C'est la question nodale dans le différend qui nous oppose au secrétaire général du FLN. Car le comité central qui est, en quelque sorte, le Parlement du FLN, présente un vice de légitimité qui entrave le fonctionnement normal du parti.



Salah Goudjil.

Vous avez parlé, néanmoins, d'abandon de valeurs traditionnelles du parti. Pouvez-vous être plus précis ?

Il existe, en effet, une crise de valeurs au sein du FLN. La crise de valeurs porte sur le programme actuel du FLN, lequel, s'il comporte des aspects positifs, mérite des approfondissements sur bien d'autres aspects. Il reste en deçà des exigences de la situation actuelle, des attentes populaires par rapport au contexte national et des contraintes liées à la mondialisation. Le parti du FLN a adopté un programme lors de son dernier congrès qui ne pose pas problème. Dans toute opération d'embellissement, il y a la devanure et l'arrière-fond. Avec le programme, nous avons une belle vitrine. Une vitrine acceptable. L'arrière-fond, c'est différent. Aucune campagne d'explication n'a été organisée pour permettre aux militants de s'en imprégner et de le mettre en application sur le terrain. Ce programme, pour ainsi dire, est méconnu des militants de base du FLN. La guerre de positionnement a pris le pas sur toutes les autres priorités. Le programme a été complètement occulté alors que, dans la vie d'un parti, c'est la défense des idées qui doit déterminer tout le reste. Cet état d'esprit s'est installé, de manière sournoise, au sein du FLN et en a dévoyé le fonctionnement. Le parti est devenu une instance de redistribution de rente politique. C'est pourquoi des hommes fortunés, sans rapport antérieur avec le FLN, se sont infiltrés au sein du parti pour se porter candidats aux assemblées communales et wilayales et même à l'Assemblée populaire nationale. Cet état d'esprit, malheureusement, imprègne, désormais, tout le fonctionnement du parti. L'impression est que le FLN s'est transformé en un parti alibi qui ne sert que pendant les périodes électorales. Les élections sont envisagées dans une perspective qui dénature totalement l'activité militante. Les élections sont conçues comme un moyen de parvenir à des responsabilités publiques pour se servir à titre personnel non pour servir le pays. Vous ne pensez pas que c'est là un grave dévoiement des valeurs traditionnelles du FLN ?

Ces intrus que vous évoquez, ce sont des détenteurs de capitaux qui auraient rejoint le FLN pour se servir de lui comme d'un tremplin à des fins personnelles ?

Absolument. Vous avez des doutes sur l'intrusion du gros capital, parfois mal acquis, dans la vie politique du pays ? Référez-vous au communiqué du Conseil des ministres où le président de la République a indiqué qu'il souhaitait favoriser le déroulement d'élections libres et transparentes, avec même des observateurs pour les contrôler. Non sans insister sur la nécessité de bannir l'argent de la vie politique. Ce n'est pas l'argent, en effet, qui doit permettre l'accès aux responsabilités, c'est l'action militante et le sacrifice au service des idéaux communs à tous les

Algériens. Au niveau du FLN, le mouvement de redressement est déterminé à combattre, de manière énergique, ce dévoiement dans la pratique du militantisme.

Vous contestez le fonctionnement démocratique du FLN. Le secrétaire général de ce parti affirme, pourtant, que le renouvellement du bureau des structures locales s'est déroulé avec succès à l'échelle de tout le territoire national.

Détrompez-le ! Les élections qui se sont déroulées au niveau des kasmate comme au niveau des mouhafadhate, surtout au niveau des mouhafadhate, n'ont pas respecté les règles les plus élémentaires de la démocratie. Ce sont les responsables nationaux qui ont choisi des candidats préalablement cooptés et qu'ils ont intronisés hors les assemblées générales de militants, à la faveur de cérémonies ténues, le plus souvent, dans des lieux privés.

La presse nationale a rendu compte, assez fidèlement, du climat électrique qui caractérise la vie des structures de base du parti. L'examen de ces élections contestées et la nécessité de les refaire, c'est l'un des points majeurs que nous soulevons. J'en ai longuement discuté avec M. Abdelaziz Belkhadem lors de nos récentes rencontres.

Au demeurant, pourquoi, selon vous, les déplacements du secrétaire général du FLN à l'intérieur du pays donnent-ils lieu, désormais, à des scènes de contestation d'une aussi rare violence ? A défaut de pouvoir se faire entendre, les militants de base du FLN, marginalisés et humiliés, privés du libre choix de leurs responsables, ont choisi, comme dernier recours, ce moyen pour exprimer leur réprobation vis-à-vis de la direction actuelle du FLN. Ce n'est pas un motif de plaisir, croyez-moi, que de voir le premier responsable du parti accueilli dans ce climat de rancœur par la base militante.

Vous évoquez l'abandon du principe de la direction collégiale par le secrétaire général du FLN qui exercerait, de manière autoritariste, ses responsabilités. Pouvez-vous être plus explicite ?

Le principe de la direction collégiale au sein du FLN renvoie au déclenchement de la Révolution, le 1^{er} Novembre 1954. La direction collégiale, cela a été un principe intangible dans la direction du FLN de guerre. Chaque fois que le FLN s'est écarté de ce principe, les crises ont succédé aux crises en son sein pour son plus grand malheur. Le FLN, pour mémoire, a été porté par tout le peuple algérien, pas par un groupe de personnes. Aujourd'hui, aussi, le FLN appartient à tous ses militants. Il appartient à ceux qui votent pour lui et aux sympathisants qui agissent en sa faveur. Il faut craindre, pourtant, que certains soient tentés de s'en approprier. La menace d'une telle appropriation s'est manifestée dès la préparation du dernier congrès du FLN. J'avais eu, personnellement, dès le mois de décembre 2010, l'occasion d'évoquer cette menace. Lors de la réunion du conseil national du parti, ancienne appellation du comité central, j'avais, en effet, clairement évoqué devant les 520 membres de cette instance dirigeante du parti, la démarche insidieuse qui visait à conduire à l'abandon du principe de la collégialité. Ce n'était pas pour le plaisir d'apparaître. Les statuts adoptés, depuis, lors du congrès du FLN disposent, par exemple, que le secrétaire général du parti désigne, unilatéralement, le bureau politique, le mouhafedh et même le président du groupe parlementaire. N'est-ce pas le «zaïmisme», ce phénomène que nous pensions banni à jamais, qui pointe le nez à la veille du cinquantième anniversaire de l'Indépendance ?!

Vous avez, également, évoqué l'absence d'opportunités offertes à la jeunesse et aux femmes qui ne peuvent accéder en fonction de leur poids aux instances élues du parti. Pouvez-vous étayer votre affirmation ?